

L'AQDR est présente

Une coalition réclame à Québec la protection du service public

par Fabien Deglise

Le Devoir, 15 mars 2010

Unis pour protéger les acquis. En prévision du dépôt du budget provincial dans deux semaines, une coalition représentant des groupes syndicaux, de défense des droits des femmes, des étudiants et des personnes âgées, a réclamé publiquement hier au gouvernement Charest qu'il assure la qualité et l'accessibilité des services publics. Le groupe craint en effet que la recherche de l'équilibre budgétaire ne malmène ce «bien commun» tout en mettant en péril au passage les finances personnelles de la classe moyenne et des pauvres.

«Ne faisons pas payer la crise à nos enfants, aux jeunes qui veulent entrer à l'université, aux malades et aux pauvres, a indiqué Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Montréal. Quoi de plus normal dans une société humaine que d'investir dans l'humain.»

Pour le groupe, Québec ne devrait donc pas faire de son objectif de déficit zéro d'ici 2013-2014, «un dogme, un carcan qui met en péril nos services publics et programmes sociaux» en plus de «mettre en danger une reprise économique encore fragile». Le gouvernement est également invité à rejeter les propositions du comité consultatif sur l'économie et les finances publiques qui suggère de réduire les dépenses de l'État tout en accroissant ses revenus par l'augmentation, par exemple, des tarifs d'électricité, des droits de scolarité ou de la taxe de vente.

«L'alignement du Québec sur le modèle nord-américain constitue une profonde remise en question de nos choix de société», a indiqué Claudette Carbonneau, présidente de la Centrale des syndicats nationaux qui appelle plutôt le gouvernement à se recentrer sur des valeurs de partage et de solidarité «par une approche beaucoup plus équilibrée et progressive en matière de fiscalité». But de l'opération? Protéger les services publics, outils essentiels à l'égalité sociale, selon elle.

Le groupe estime que l'augmentation des revenus de l'État doit se faire «dans le cadre d'un pacte social» qui réaffirme l'importance du service public et des mesures de protection sociale pour toutes les strates de la société. «32 % des femmes de plus de 65 ans vivant seules sont sous le seuil de pauvreté, a souligné Jacques Fournier, représentant de l'Association québécoise de défense des droits des retraités. Des hausses de tarifs rendraient forcément la vie très difficile à ces personnes» qui demandent de vivre dans un monde cherchant «le bien-être de tous et toutes plutôt que le mieux-être de quelques individus», a-t-il ajouté.

C'est le 25 mars prochain que le ministre des Finances, Raymond Bachand, doit présenter son budget. Québec pourrait y annoncer, entre autres mesures, une hausse de la TVQ, hausse de 2 % planifiée en deux temps. Chaque point de pourcentage permet au provincial d'aller chercher 1,6 milliard de dollars dans les poches des contribuables. À l'inverse, une limite de la croissance des dépenses à 2,5 % par année, comme le propose le Comité consultatif, pourrait s'accompagner de compressions budgétaires d'un milliard par année, déplore la coalition.